

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/W/442/Rev.1
10 mars 2003

(03-1347)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais/
français

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES À L'OMC: RENSEIGNEMENTS SUR L'ASSISTANCE LIÉE AU COMMERCE FOURNIE PAR LA CE ET SES ÉTATS MEMBRES

Révision

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 mars 2003.

Les Membres de l'OMC trouveront ci-joint une version révisée du document G/C/W/442 daté du 4 décembre 2002. Le document a été mis à jour afin de donner un aperçu plus complet de l'assistance technique récente et à venir fournie par les CE et leurs États membres dans le domaine de la facilitation des échanges. Des renseignements supplémentaires ont notamment été fournis au sujet des programmes destinés aux pays ACP et d'autres programmes des États membres ont été ajoutés. Les CE continueront à mettre à jour régulièrement les renseignements.

I. L'ASSISTANCE LIÉE AU COMMERCE POUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES AU TITRE DU PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT

Comme il a été décidé par les Ministres à Doha et comme le soulignent tous les Membres de l'OMC participant au programme de travail sur la facilitation des échanges dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises, la question de l'assistance liée au commerce fait partie intégrante des travaux sur la facilitation des échanges au titre du Programme de Doha pour le développement.

Tout au long du processus de facilitation des échanges – tant avant qu'après Doha – l'Union européenne a voulu tenir compte de cette dimension. Dans ses trois communications sur la Facilitation des échanges au titre du Programme de Doha pour le développement (sur les articles V, VIII et X), elle a abordé la question de savoir comment assurer l'assistance liée au commerce pour la mise en œuvre de tous nouveaux engagements pouvant résulter de ces travaux.

Dans une précédente communication à l'OMC, l'UE a aussi abordé, de manière horizontale, la question de l'assistance liée au commerce.¹ Elle a, dans ce document, proposé de fonder les travaux au sein de l'OMC sur les axes suivants:

- ***Partage de l'information et renforcement de la coordination*** sur l'assistance technique actuelle pour la facilitation des échanges (initiatives nationales, aide des

¹ Voir la communication G/C/W/235 des CE intitulée "Facilitation des échanges - Assistance technique et renforcement des capacités pour la facilitation des échanges", datée du 23 octobre 2000.

donateurs bilatéraux, activités régionales, participation du secteur privé et aide des organismes internationaux).

- ***Évaluation des besoins induits par la demande:*** définition par le pays en développement de ses besoins d'assistance technique par le biais d'un dialogue avec les donateurs. La maîtrise de ce processus par les pays bénéficiaires est nécessaire à sa réussite.
- ***Fourniture d'une assistance*** en fonction des demandes présentées par les bénéficiaires. Cette prestation devrait prendre la forme d'une action mieux coordonnée des donateurs multilatéraux et bilatéraux selon leur domaine de compétence et leur propre programme. Les programmes peuvent être très spécifiques ou s'inscrire dans le cadre d'initiatives de développement du commerce de plus grande envergure (par exemple, les projets indiqués au tableau ci-joint).
- ***Suivi et évaluation:*** information régulière sur le déroulement des programmes et suivi de l'état d'avancement global.

II. INTÉGRATION DE L'ASSISTANCE LIÉE AU COMMERCE POUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES AU TITRE DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DE L'UE

Dans le cadre de ses interventions en réponse aux besoins d'assistance liée au commerce pour la facilitation des échanges, l'UE finance actuellement un certain nombre de projets liés à la facilitation des échanges à travers le monde et continuera de le faire à l'avenir. L'assistance liée au commerce a été désignée comme l'un des domaines prioritaires de la coopération au développement de l'UE au cours des six prochaines années et elle en a tenu compte à tous les niveaux pertinents de la prise de décision sur la manière d'affecter les fonds – assurant ainsi la possibilité à long terme pour les pays en développement de bénéficier, s'ils le désirent, de l'aide au développement de l'UE aux fins de facilitation des échanges.

Dans sa communication sur le commerce et le développement datée du 18 septembre 2002², la Commission indique comment les Communautés européennes répondront à l'appel lancé dans le Programme de Doha pour le développement en faveur de l'accroissement de l'assistance technique liée au commerce et au renforcement des capacités. L'ensemble de l'aide au développement des CE est fondé sur ses documents de stratégie nationale et régionale, qui analysent la situation du développement de chaque pays et région, avec lesquels la Communauté entretient des relations en matière de développement et qui déterminent les domaines ayant besoin d'assistance. C'est sur ces documents que repose la définition – conjointement par les CE et le pays bénéficiaire – des domaines et secteurs prioritaires auxquels la Communauté accordera son concours. Les programmes indicatifs nationaux et régionaux présentent ces concours en termes financiers plus précis.

La Commission évalue actuellement, de concert avec les pays en développement partenaires, le niveau de flexibilité existant dans les documents de stratégie et les programmes indicatifs en vigueur, afin de mettre à profit cette flexibilité pour réorienter davantage d'assistance en faveur des besoins liés au commerce, le cas échéant. Au cours des examens à mi-parcours des documents de stratégie nationale et régionale, qui doivent commencer au second semestre de 2003, la Commission évoquera systématiquement, avec les pays bénéficiaires, la possibilité d'intégrer davantage le

² "Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen – Commerce et développement: Comment aider les pays en développement à tirer parti du commerce": COM(2002) 513 du 18 septembre 2002.

commerce dans les politiques et stratégies de développement, en vue de réaffecter les ressources financières à l'appui des actions d'intégration du commerce menées par les pays en développement.

III. APERÇU DES ACTIVITÉS DE FACILITATION DES ÉCHANGES FINANCÉES PAR L'UE

Dans la présente communication figurent deux documents pour informer les autres Membres de l'OMC des activités menées par l'UE dans ce domaine.

Le premier est un tableau sur les "Programmes et projets d'assistance technique financés par la CE et ses États Membres dans le domaine des négociations sur la facilitation des échanges au titre du Programme de Doha pour le développement de l'OMC", qui présente un aperçu des activités d'assistance liée au commerce en cours pour la facilitation des échanges. Il convient de noter que ce tableau représente un travail en gestation. C'est une première liste partielle qui ne couvre pas intégralement toutes les activités pertinentes actuelles et futures. Il convient de noter en outre que la définition de l'expression facilitation des échanges, dans les programmes d'assistance technique, est évidemment plus large traditionnellement que les formalités douanières et de franchissement de la frontière, ainsi que le sujet des articles V, VIII et X du GATT. L'assistance pour la facilitation des échanges indiquée dans le tableau couvre donc également des mesures liées, par exemple, à l'amélioration des infrastructures portuaires, la logistique des transports de marchandises, ou les services aux exportateurs, autrement dit, sa portée dépasse celle des articles précités du GATT. La CE note également que dans bien des cas, la facilitation des échanges s'inscrit dans le cadre d'un programme plus vaste d'assistance technique liée au commerce et que ce n'est qu'à un stade ultérieur de la programmation qu'une décision est prise – conjointement par l'UE et le pays bénéficiaire – concernant la proportion du programme et de son financement à consacrer à la facilitation des échanges.

L'UE actualisera régulièrement ce tableau afin qu'il incorpore des programmes d'infrastructure pertinents, des informations pertinentes communiquées par les États membres ainsi que des programmes à déterminer de commun accord à l'avenir.

Nous avons ensuite joint un document intitulé "Esquisse de projet d'assistance liée au commerce pour la facilitation des échanges". Ce document fournit des orientations et des informations sur la teneur de l'assistance technique dans le domaine de la facilitation des échanges à l'intention des personnes participant plus directement à la sélection et à l'administration de projets, c'est-à-dire les délégations de la CE, les bureaux pays des Directions générales de la Commission et les coordinateurs de l'assistance technique liée au commerce d'EuropAid. Il s'agit d'un guide standard simple de l'assistance liée au commerce dans le domaine de la facilitation des échanges, destiné à aider les chargés de projet à prendre des décisions s'inscrivant dans la logique de la facilitation des échanges à l'OMC et à assurer la cohérence entre les travaux au niveau de l'élaboration des politiques et à celui de la définition et de l'administration de projets.

ASSISTANCE LIÉE AU COMMERCE

ESQUISSE DE PROJET DE FACILITATION DES ÉCHANGES

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Ce document vise à donner certaines directives et informations aux délégations des CE, aux bureaux de pays et aux coordinateurs de l'AT liée au commerce d'EuropAid sur la teneur de l'assistance technique dans le domaine de la facilitation des échanges.

Au sens utilisé à l'OMC et dans ce document, l'expression "facilitation des échanges" concerne la simplification, la normalisation et l'informatisation des procédures commerciales, en particulier les prescriptions et formalités en matière d'importation, d'exportation et de transit appliquées par les douanes et d'autres organismes.

La facilitation des échanges est essentiellement axée sur la réforme douanière, par l'introduction de prescriptions simples et de nouvelles techniques en vue de réduire le temps mis pour obtenir la mainlevée sur les importations et les exportations. Les techniques douanières modernes permettent aux douanes de mieux jouer leur rôle classique d'application de la législation, tout en limitant la charge sur les flux normaux de marchandises fournies par les commerçants légitimes. Les formalités d'importation et d'exportation inefficaces et inutiles entravent les flux commerciaux. À l'ère de la logistique du juste à temps et des procédures commerciales intégrées, ainsi que de l'énorme croissance du volume des flux commerciaux, il est nécessaire de moderniser et de simplifier les contrôles frontaliers pour éviter les goulets d'étranglement.

La facilitation des échanges va cependant au-delà des douanes et implique la simplification et la coordination des procédures appliquées par d'autres organismes publics associés à la gestion des importations et des exportations (par exemple, les inspections réglementaires, sanitaires et phytosanitaires), ainsi – potentiellement – que d'autres procédures liées au commerce et au transport de marchandises, telles que les règles de transit ou les services bancaires et d'assurance. Les programmes de facilitation des échanges devraient, le cas échéant, et lorsque le budget le permet, être conçus et mis en œuvre pour l'ensemble des besoins logistiques aux niveaux des douanes, du commerce et des transports.

On sait par expérience que les pays en développement qui ont réussi à simplifier et moderniser leurs procédures commerciales officielles ont obtenu les résultats ci-après. Ils ont accru les flux commerciaux globaux, tant à l'exportation qu'à l'importation; augmenté les recettes de la collecte de droits aux frontières (en raison de l'augmentation du volume des échanges et des taux de détection de la fraude); amorti rapidement tous les frais d'investissement initiaux liés à la modernisation des procédures; amélioré l'état d'esprit général et l'efficacité de leur administration douanière. Dans certains cas, ces programmes de facilitation des échanges se sont inscrits dans le cadre d'un programme plus vaste de réforme et d'amélioration commerciale, économique et des infrastructures. Dans la plupart des cas, les coûts des infrastructures et du matériel ont été relativement limités et les mesures essentielles ont consisté à refondre les techniques de gestion tout en améliorant la formation et la situation des services douaniers. Au nombre des autres avantages des mesures de facilitation des échanges figurent les incitations qu'elles offrent pour l'augmentation de l'investissement étranger direct, les entreprises pouvant plus facilement importer et exporter des marchandises. Les fédérations professionnelles européennes ont indiqué que les formalités douanières simples et prévisibles représentent l'un des facteurs qu'elles prennent en considération en évaluant les pays d'implantation éventuels de leur investissement étranger direct.

La facilitation des échanges est, depuis quatre ans, le sujet d'un programme de travail de l'OMC. Lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha, les Membres ont décidé d'ouvrir des négociations sur la facilitation des échanges après la 5^{ème} Conférence ministérielle, au titre des négociations du Programme de Doha pour le développement, sous réserve d'une décision sur les modalités de ces négociations. Autrement dit, le cycle de négociations commerciales amorcé à Doha pourrait aboutir à de nouvelles dispositions de l'OMC sur la facilitation des échanges. Il est donc nécessaire de fournir de l'assistance technique – pour aider les pays en développement à participer aux négociations et à mettre en œuvre les résultats. La suite de ce document détermine plus en détail certains des domaines prioritaires de l'assistance technique pour le renforcement des capacités sur ce plan, conformément aux négociations du Programme de Doha pour le développement.

DESCRIPTION DU PROJET/ACTIVITÉS/PROGRAMMES D'ASSISTANCE

a) Objectif général³

L'objectif global consiste à améliorer l'efficacité des échanges, notamment en accélérant les processus d'importation et d'exportation, par:

- l'application des principes fondamentaux de l'OMC/du GATT aux procédures commerciales officielles, à savoir la **transparence** (disponibilité de l'information, prévisibilité, mise en place de points d'information locaux, procédure régulière); la **non-discrimination** entre les expéditions et les commerçants en fonction de l'application de critères et de contrôles objectifs; et le principe de la "**proportionnalité**", autrement dit, les mesures de contrôle doivent être appliquées à des fins légitimes et restreindre le moins possible le commerce;
- l'adhésion aux normes internationales et leur application pour simplifier les transactions commerciales⁴;
- La modernisation et la simplification des formalités douanières et celles des autres organismes publics.

Ce troisième élément implique notamment:

- la simplification et la réduction des prescriptions en matière de données et de documentation commerciales, et leur alignement sur les normes internationales;

³ Identifie les objectifs communs ou modèles applicables à de nombreux programmes, étant entendu que certains objectifs peuvent ne pas être indiqués pour les pays les moins avancés, et qu'en tout état de cause les besoins et la situation varient inévitablement d'un bénéficiaire à l'autre. Les objectifs des différents programmes doivent naturellement être axés sur les circonstances individuelles.

⁴ Il existe un grand nombre de normes et d'instruments internationaux de facilitation des échanges qui sont appliqués de manière inégale par les différents pays. Il s'agit notamment des suivants:

- Conventions de l'OMD (Convention révisée de Kyoto sur la simplification et l'harmonisation des procédures douanières, Convention d'Istanbul sur l'admission temporaire, Convention sur le Système harmonisé, autres conventions et recommandations sur l'importation temporaire du matériel d'emballage, du matériel professionnel, du matériel scientifique, des matériels pédagogiques et de marchandises aux fins d'exposition ou d'utilisation à des expositions ou foires).
- Normes des Nations Unies (par exemple, la formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux, les 28 recommandations commerciales de l'ONU-CEE/CEFACT, les règles de l'ONU-EDIFACT relatives à l'EDI et l'utilisation de codes pour la représentation de données, recommandation du Conseil de l'ECOSOC des Nations Unies sur les mesures de facilitation liées aux procédures du commerce international).
- Instruments axés sur la CNUCED-CCI tels que ASYCUDA (logiciel appuyant la réforme et la modernisation douanières) et ACIS (logiciel de logistique facilitant le contrôle des mouvements des marchandises) ainsi que la Déclaration de Columbus de la CNUCED.
- Conventions de l'OMI (maritimes) et de l'OACI (aviation civile).
- Documents de la CCI (Chambre de commerce international).

- la réforme de la législation et des formalités douanières. Nouvelles techniques douanières telles que l'évaluation du risque, vérification à l'entrée et formalités simplifiées pour les négociants agréés qui ont de bons antécédents en matière d'application des réglementations. Dans certains cas, mise en œuvre améliorée de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC. Ces mesures sont souvent introduites conjointement avec la restructuration tarifaire ou la réforme fiscale;
- le "guichet unique": adoption du principe selon lequel les données ou autres renseignements requis à l'exportation comme à l'importation soient soumis une seule fois et à un seul organisme (normalement la Direction des douanes ou du commerce), qui en assure ensuite la transmission à d'autres organismes compétents;
- la rationalisation des formalités douanières pour les expéditions de faible valeur ou les expéditions express.
- Lorsque des systèmes informatisés sont en place, introduction du dépôt de dossiers à distance et services locaux de chargés de la mainlevée: introduction par les différentes administrations de systèmes permettant le dépôt de documents douaniers et autres en un lieu différent du port d'exportation ou d'arrivée de marchandises; paiement électronique de redevances et droits.

b) Cadre de politique/législatif

La facilitation des échanges est un domaine dans lequel il est indispensable d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités. De toute évidence, tout programme d'aide doit être adapté aux conditions et besoins du pays bénéficiaire, qui peuvent varier de manière considérable. Pour mettre efficacement en œuvre les programmes d'assistance technique, il faut également remplir plusieurs, sinon toutes les conditions suivantes concernant le cadre de politique/législatif.

- **Transparence** et **coopération** entre les donateurs et les fournisseur (donateurs bilatéraux et institutions multilatérales, notamment OMC, OMD, CNUCED, Banque mondiale) et partenariat avec le secteur privé local et international. La Banque mondiale, en particulier, accorde depuis peu une nouvelle priorité à la facilitation des échanges et à la réforme douanière, dans le cadre de sa programmation du commerce et du développement, ce qui offre une base pour une manière coordonnée d'aborder le problème avec d'autres participants.
- Solide **volonté politique** au niveau de l'administration dans le pays bénéficiaire, pour favoriser la maîtrise des programmes par les intéressés et assurer une conception et une mise en œuvre des programmes induits par la demande. On sait par expérience qu'un attachement aux réformes descendant est nécessaire dans la mesure où les différents organismes publics – les douanes, par exemple – sont rarement capables de se réformer uniquement par le biais d'une démarche ascendante.
- Mise en place d'un "**organisme national de facilitation des échanges**" ou tout autre point de contact pratique, notamment douanes, autres organismes publics, groupes professionnels directement concernés, milieux d'affaires et consommateurs pour administrer l'introduction de nouvelles procédures et de maintenir, réexaminer et améliorer constamment les procédures, compte tenu des données d'expérience et de l'évolution des courants d'échanges.

- Désignation d'un **chef de projet** et mise en place d'une cellule de projet dotée de ressources suffisantes et recours à la communication et aux médias pour obtenir le soutien de toutes les parties prenantes et de l'opinion publique.
- Conception et mise en œuvre, le cas échéant, au **niveau régional** des programmes en tant que mesures d'appui à l'intégration économique régionale.
- Introduction de mesures de facilitation des échanges au titre d'un programme de plus vaste portée de **réforme commerciale et d'investissement**, axé sur le développement économique et la réduction de la pauvreté.
- Au moment de la conception des programmes, il est recommandé que les missions d'identification utilisent, dans le cadre de leur processus d'identification, les outils de diagnostic très utiles mis au point par la Banque mondiale⁵ et le Programme de réforme et de modernisation des douanes de l'OMD.

c) Activités

Pour traduire ces conditions dans des actions concrètes il faudrait:

- Examiner, réduire et simplifier les lois et formalités douanières et les harmoniser avec les normes internationales concernant les données, la documentation et les procédures de gestion, applicables aux importations, aux exportations et au transit. L'objectif devrait consister à mettre en place un code douanier uniforme au niveau national ou au niveau d'une union douanière, associé à une déclaration unique et simple pour les importations et les exportations (ceci est l'équivalent du Document administratif unique utilisé par la plupart des pays ACP et qui est désormais incorporé dans le programme Asycuda de la CNUCED). Cet exercice devrait comporter l'examen des objectifs politiques qui sous-tendent les procédures et la suppression de prescriptions ou procédures inutiles, encombrantes ou désuètes.
- Fournir un accès simple et efficace à toutes les informations pertinentes par la mise en place de points d'information, services du commerce, de bases de données ou de sites Web pour donner des renseignements sur les **lois, réglementations, directives administratives pertinentes**, décisions spécifiques ou d'application générale, renseignements sur les douanes et procédures d'autres organismes, accessibles aux administrations et commerçants de manière non discriminatoire.
- Introduire les principes de transparence, de procédure normale et de non-discrimination en matière de réglementation et de pratiques douanières, notamment la mise en place d'un mécanisme d'appel contre les décisions douanières conformément à l'article X du GATT et aux dispositions pertinentes de la Convention de l'OMD de Kyoto.
- Examiner et simplifier les redevances et frais permis, qui devraient être strictement liés aux services fournis aux commerçants et à la mesure de ces services.
- Aider à introduire des techniques douanières modernes (législation fondée sur les normes et procédures internationales et la gestion pratique des frontières) pour faire en sorte que les interventions des douanes restreignent le moins possible le

⁵ Banque mondiale, "Facilitation du commerce et du transport – Guide pour l'audit, l'analyse et la préparation de plans d'action".

commerce. La Convention (révisée) de Kyoto de l'OMD offre une base utile à cet effet.

- Former le personnel douanier à l'application de systèmes et techniques douaniers modernes.
- Introduire des systèmes informatisés (EDI ou XML⁶, par exemple) pour remplacer ou compléter les procédures utilisant le papier. Introduire des systèmes axés sur la TI ("e-douane") dans les services de douane et en fin de compte dans tous les autres organismes associés à l'administration des importations et des exportations, afin d'offrir aux commerçants un guichet unique pour la transmission de données.
- Adopter des mesures pour améliorer la gestion portuaire et la manutention des marchandises.
- Éliminer progressivement les systèmes d'inspection avant expédition lorsqu'il en existe et modifier les contrats d'inspection avant expédition pour assurer la formation des agents des douanes et le transfert de compétences.
- Mettre en place ou améliorer une interface consultative permanente entre les douanes et le secteur privé au sein du pays. Un des aspects de cette disposition devrait être la possibilité pour les négociants et les fédérations intéressés de contribuer au renforcement des capacités dans les domaines les concernant directement, par exemple, l'interface électronique avec les douanes, les systèmes de contrôle du respect des règles et l'établissement de négociants agréés.
- Améliorer les infrastructures appropriées (par exemple, les réseaux de télécommunication, les services de manutention portuaire, les liaisons de transport, etc.) par un financement adéquat et l'investissement étranger direct.

d) Résultats escomptés

- Raccourcissement des délais d'attente pour les marchandises en transit, mainlevée et dédouanement.
- Réduction des coûts de transaction pour les commerçants, notamment les PME.
- Amélioration de la perception des recettes et de l'efficacité des contrôles aux frontières.
- Amélioration de la transparence et de l'efficacité du cadre de réglementation pour les investisseurs.
- Amélioration de l'efficacité, du moral et de l'intégrité des services de douane.
- Amélioration des relations entre les autorités associées aux activités liées au contrôle aux frontières et les milieux d'affaires/communauté commerçante.
- Application plus rapide des règles pertinentes de l'OMC (en vigueur ou en cours de négociation).

⁶ EDI signifie échange de données informatisées. XML désigne le langage XML <http://www.xml.org/> ou <http://www.oasis-open.org/cover/xmlIntro.html>. L'organisme de normalisation World Wide Web Consortium <<http://www.w3.org/>> (W3C), a fait du langage XML une norme.

CHOIX DE RÉFÉRENCES/BIBLIOGRAPHIE

- Aperçu des communications de l'UE à l'OMC sur la facilitation des échanges, voir: <http://europa.eu.int/comm/trade/miti/tradefac/contrib.htm>
- Aperçu de toutes les communications de l'UE à l'OMC au titre du Programme de Doha pour le développement, voir: <http://europa.eu.int/comm/trade/>
- Aperçu des documents de l'OMC sur la facilitation des échanges, voir: http://docsonline.wto.org/gen_browseDetail.asp?preprog=1
- Rapport de la Banque mondiale intitulé "Facilitation du commerce et du transport – Guide pour l'audit, l'analyse et la préparation de plans d'action", voir: http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDS_IBank_Servlet?pcont=details&eid=000094946_0201040949053
- CNUCED "Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale": Rapport du symposium international des Nations Unies sur l'efficacité commerciale TD/SYMP.TE/6, novembre 1994.
- Information sur la Convention de l'OMD sur la simplification et l'harmonisation des formalités douanières
http://www.wcoomd.org/ie/En/Topics_Issues/FacilitationCustomsProcedures/kyoto/kyreport.html
- La Chambre du commerce international:
http://www.iccwbo.org/home/statements_rules/statements/2001/wto_members_on_trade.asp
et http://www.iccwbo.org/home/statements_rules/rules/1997/customsdoc.asp
- OCDE:

Comment aborder la transparence et la simplification des formalités aux frontières:
"Réflexions sur la mise en œuvre des propositions relatives à l'article X du GATT dans certains pays" TD/TC/WP(2002) 36/Rev.1.

Comment aborder la transparence et la simplification des formalités aux frontières:
"Réflexions sur la mise en œuvre des propositions relatives à l'article VIII du GATT"
TD/TC/WP(2002) 50

PROGRAMMES ET PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE FINANCÉS PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE DANS LE DOMAINE DE LA FACILITATION DES ÉCHANGES⁷

Prière de noter qu'un certain nombre des projets portent sur la facilitation des échanges en tant que partie intégrante d'un programme de plus vaste portée d'assistance technique liée au commerce. Dans ces cas, le budget consacré à la facilitation des échanges, par opposition aux autres domaines du programme reste à déterminer.

PAR PAYS						
Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Mission d'assistance pour les questions douanières (Programme CAM-A)	Calcul du coût exact en cours (programme en cours)	<ul style="list-style-type: none"> Rétablissement des services douaniers. Création d'un système de renseignements anticipés sur l'arrivée des marchandises, système informatisé sophistiqué servant à suivre l'itinéraire des transporteurs en provenance des États voisins. Ce système a depuis été remplacé, dans le cadre du programme CAM-A, par un système utilisant Internet appelé SEMS. Mise au point d'un nouveau code douanier et de règlements de mise en œuvre (compatibles avec les normes européennes et les normes de l'OMC) et formation du personnel douanier en conséquence. 	Albanie		1997-	L

⁷ À noter que si tous les projets énumérés sont pertinents pour les travaux de l'OMC sur la facilitation des échanges, et que la plupart correspondent directement aux questions examinées à l'OMC, certains autres ont été conçus indépendamment de ces travaux.

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Gestion intégrée des frontières – Facilitation des échanges/du trafic	3 000 000	Facilitation des échanges/du trafic entre l'Albanie et les pays tiers, grâce à l'amélioration des services douaniers albanais et des points précis de franchissement de la frontière. Assistance technique et renforcement institutionnel.	Albanie		2002-2004	L
Éventuel volet facilitation des échanges (FE), c'est-à-dire, réformes de l'administration douanière, en vue d'améliorer l'efficacité des douanes	Budget indicatif: 6 570 000	L'Union européenne aidera l'Argentine à renforcer ses capacités en matière institutionnelle, juridique et réglementaire dans les secteurs liés au commerce. Une AT pourrait être fournie dans des domaines comme la facilitation des échanges.	Argentine		2004-2006	L
Volet FE d'un programme d'aide au développement économique	Budget indicatif global: 7 200 000	Le programme comprend: le renforcement institutionnel (conseils d'orientation stratégique et douanes) et la poursuite de la réforme des services douaniers.	Azerbaïdjan		2002-2003	L
Volet FE d'un programme de coopération économique	Budget global: 7 000 000 (6 300 000 par la Commission)	L'UE pourrait appuyer des mesures de renforcement des capacités dans des domaines clés convenus à Doha, notamment, FE, commerce et concurrence, commerce et investissement, commerce et environnement et services.	Bolivie		2000-2006 Démarrage du programme en 2003 Durée: 4 ans	L
Programme "Bureau d'assistance douanière et fiscale"	Calcul du coût exact en cours (programme en cours)	Aide destinée aux administrations et aux entités publiques de Bosnie-Herzégovine pour mettre en œuvre les dispositions afférentes aux douanes et à la fiscalité de l'Accord de paix de Dayton. Le programme contribue à la mise en place, en Bosnie-Herzégovine, d'un régime douanier et d'un régime fiscal fondés sur des normes européennes modernes. Il comporte des éléments relatifs à la gestion, aux questions juridiques, structurelles et procédurales, à l'informatique (ASYCUDA), à la formation et au soutien en matière d'enquête.	Bosnie-Herzégovine		1996-2000/01	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Réforme douanière et fiscale	Budget global: 18 000 000 (9 millions pour 2002; 5 millions pour 2003; 4 millions pour 2004)	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique et formation (essentiellement assurées par les responsables des services douaniers des États membres de l'UE) pour améliorer davantage les moyens d'application des règles et rationaliser les procédures. Modernisation des ressources de TI des services douaniers, notamment le système informatisé des données douanières (ASYCUDA). L'UE a apporté une contribution notable à la mise en place de ce système. AT et formation pour l'élaboration d'une politique du personnel moderne, impartiale et transparente, notamment la préparation de la loi nécessaire à l'entrée en vigueur de la politique. 	Bosnie-Herzégovine		2002-2004	L
Éventuel volet FE du programme de renforcement des capacités dans le domaine de la politique commerciale	Budget global: 7,8 millions	Le renforcement des capacités dans le domaine de la politique commerciale a été identifié comme un éventuel secteur non prioritaire. Il sera nécessaire plus particulièrement pour la préparation de l'accord de partenariat économique et la mise en œuvre des réformes de la politique commerciale et des structures.	Botswana		2003-2008	L
Volet FE du programme de réforme économique	Budget global du programme de réforme: 22 000 000	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités en matière de réglementation, notamment dans les domaines de la FE et des normes. Appui à la poursuite du renforcement des capacités du Brésil en matière institutionnelle et réglementaire. 	Brésil		2002-2006	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Éventuel volet FE du programme de renforcement des capacités dans le domaine de la politique commerciale et de l'intégration régionale	Budget global: 25 millions	Il sera nécessaire de renforcer les capacités dans le domaine de l'intégration régionale et des transports, notamment en vue de l'élaboration de l'accord de partenariat économique et de mettre en œuvre les réformes de la politique commerciale et des structures.	Burkina Faso		2003-2008	L
Volet FE du programme d'assistance pour l'accession à l'OMC	2 080 000	Accession à l'OMC, facilitation des échanges, développement de nouvelles industries d'exportation, élaboration de produits et de normes et contrôle de la qualité.	Cambodge		Décision prévue en 2002, mise en œuvre en 2003	L
Volet FE du programme de coopération économique et d'innovation technologique	Budget indicatif pour la FE: 6 400 000 (4,6 millions en 2002; 1,8 million en 2006)	Facilitation des échanges entre l'UE et le Chili en tant que l'un des objectifs primordiaux d'un accord d'association négocié entre l'UE et le Chili.	Chili		2002-2006	L
Volet FE du programme d'assistance complémentaire de l'OMC	Budget global: 15 000 000	La proposition de financement comprend quatre composantes verticales (agriculture, services, SPS et OTC, facilitation des échanges) et deux composantes horizontales (juridique et autres).	Chine		2002-2004	L
Volet FE du projet d'accession à l'OMC	3 600 000	Large gamme de questions d'accession à l'OMC et de mise en œuvre, notamment la facilitation des échanges.	Chine		1998-2003	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Volet FE du programme de gestion intégrée des frontières	Budget global: 23 000 000	<ul style="list-style-type: none"> Incorpore les travaux en cours sur les douanes et le franchissement des frontières. Appui au renforcement des services douaniers. Accent mis sur les améliorations de procédure et techniques aux différentes frontières. Coordination et coopération avec le Programme de transport et de facilitation des échanges de la Banque mondiale pour l'Europe du Sud-Est, signé récemment par la Croatie. 	Croatie		2002-2004	L
Éventuel volet FE du programme de renforcement des capacités dans le domaine de la politique commerciale et de l'intégration régionale	Budget global: 4 millions	Il sera nécessaire de renforcer les capacités dans le domaine de l'intégration régionale et des échanges, notamment en vue de préparer l'accord de partenariat économique et de mettre en œuvre les réformes de la politique commerciale et des structures.	République dominicaine		2003-2008	L
FE au titre du programme de coopération économique	Budget global: 10 000 000	L'UE pourrait appuyer des mesures de renforcement des capacités dans des domaines clés convenus à Doha, notamment la FE.	Équateur		2000-2006	L
Programme de promotion du commerce (PPC) Assistance technique (PPC A)	20 000 000	<p>Le PPC A est le volet assistance technique et la première phase d'un programme d'assistance pour la promotion du commerce en Égypte, réalisé par le biais de l'AT et des crédits budgétaires.</p> <p>Le programme prévoit la FE par l'amélioration des procédures d'inspection à l'exportation et à l'importation.</p>	Égypte		La mise en œuvre commencera dès après la signature. Durée: 54 mois	L
Financement de réformes commerciales/douanières (PPC B)	40 000 000	La Commission européenne et les autorités égyptiennes préparent la convention de financement.	Égypte		En préparation	L
Assistance technique aux services douaniers (PPC C)	5 000 000–10 000 000	AIDCO est prête à préparer une mission d'études.	Égypte		2003	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Éventuel volet FE du programme de renforcement des capacités dans le domaine de la politique commerciale	Budget global: 8 millions	Il sera nécessaire de renforcer les capacités notamment en vue de préparer l'accord régional de partenariat économique et de mettre en œuvre les réformes de la politique commerciale et des structures.	Érythrée		2003-2008	L
Éventuel volet FE du programme de soutien macro-économique et de renforcement des capacités pour la réforme économique	Budget global: 19,2 millions	Réforme de la politique commerciale et intégration économique: un appui sera également fourni pour préparer le pays à l'accession à l'OMC, à l'entrée dans la zone de libre-échange du COMESA et aux négociations de l'accord régional sur le partenariat économique. Un montant provisoire de 5 pour cent du budget global disponible (384 millions d'euros) sera réservé au renforcement des capacités dans le domaine de la réforme économique et de l'intégration.	Éthiopie		2003-2008	L
Éventuel volet FE du projet de renforcement des capacités pour les réformes de la politique commerciale	Budget global: 6 millions	Conformément aux objectifs de coopération économique et commerciale, une assistance sera fournie à l'appui des réformes de la politique commerciale et du renforcement des capacités dans tous les domaines liés au commerce, en préparation des négociations de nouveaux arrangements commerciaux.	Gambie		2003-2008	L
Éventuel volet FE du projet de renforcement des capacités pour la diversification économique	Budget global: 0,35 million	Renforcement des capacités dans le domaine de l'intégration régionale et de l'environnement et mesures visant à éliminer les obstacles au commerce.	Grenade		2003-2008	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Volet FE du programme de développement du commerce et de l'investissement	Contribution totale: 15 000 000	Plusieurs projets consacrés au commerce et à l'investissement. Les composantes prévues dans la contribution totale comprennent: <ul style="list-style-type: none">• 6 millions d'euros pour faciliter le commerce UE-Inde;• 2 millions d'euros pour renforcer les performances commerciales de l'Inde;• 1,5 million d'euros pour intégrer l'économie indienne dans les marchés mondiaux.	Inde		Décisions prévues en 2003 Durée: 3 ans	L
FE au niveau des douanes	606 000	Facilitation des échanges au niveau des douanes (informatisation)	Indonésie		2003-	L
Volet FE du programme de développement du commerce	6 000 000	Renforcement des capacités pour la compétitivité du secteur.	Jamaïque		1997/98 -	L
Volet FE du projet d'aide à l'accession à l'OMC	1 000 000	Appui à l'accession du Laos à l'OMC, facilitation des échanges.	Laos		2002-2004	L
Volet FE d'un programme de développement du secteur commercial	Budget indicatif global: 45 000 000 sous forme d'un mécanisme d'ajustement sectoriel lié à un ensemble précis de conditions	Réforme des formalités et de l'administration douanières à la lumière de l'accession à l'OMC: Réforme de la structure tarifaire, des codes de classification et de l'évaluation, systèmes de dédouanement aux ports, adoption des règles d'origine, informatisation de l'échange de données commerciales.	Liban		2002-2004	L
Éventuel volet FE du projet de renforcement des capacités pour l'expansion des échanges et l'intégration régionale	Budget global: 8,6 millions	Renforcement des capacités en vue des négociations commerciales et des programmes d'expansion des échanges et d'intégration régionale.	Lesotho		2003-2008	L
Remise en état des services douaniers	0,42 million		Madagascar		1998-2002	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Volet FE du programme de coopération dans les domaines du commerce et de l'investissement	2 000 000	AT liée au commerce et renforcement des capacités dans les domaines clés convenus à Doha, notamment la concurrence et la facilitation des échanges.	Malaisie		2002-2004	L
FE au titre de l'appui à la réforme institutionnelle, juridique et administrative	Budget indicatif global: 4 000 000	Rapprochement des législations (appui à la législation et réglementation douanières) et application de la loi, coopération douanière et transfrontières.	Moldova		2002-2003	L
Volet FE du programme de gestion intégrée des frontières	20 000 000	<ul style="list-style-type: none"> Coordination et coopération avec le Programme de facilitation des échanges et du transport en Europe du Sud-Est de la Banque mondiale. <p>Les programmes comprendront:</p> <ul style="list-style-type: none"> l'élaboration d'une stratégie de gestion intégrée des frontières; l'assistance pour le renforcement des institutions douanières; l'amélioration des infrastructures. 	Ex-République yougoslave de Macédoine		2002-2004	L
Coopération douanière pour appuyer et faciliter la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange (ALE) entre l'UE et le Mexique	Budget indicatif global: 8 000 000	L'un des éléments principaux de l'aide à la mise en œuvre de l'ALE est la coopération technique entre les autorités douanières, à laquelle devraient participer des agents des douanes mexicains qui ont un rôle institutionnel.	Mexique		2002-2006	
Volet FE du programme de renforcement des capacités liées au commerce	Budget global: 4 800 000	Le renforcement des capacités liées au commerce comprend la préparation des changements structurels nécessaires à l'accord sur le partenariat économique. Ces mesures seront axées sur des domaines spécifiques au commerce (douanes, droits, etc.) et la réforme macro-économique.	Namibie		2003-2008	

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Facilitation des échanges/réforme douanière et autres projets en tant que composantes du Programme PROVISOIRE de développement du commerce CE/Pakistan	Budget global: 6 000 000: <ul style="list-style-type: none"> • Éléments liés à l'OMC: 2 millions • Normes/SPS: 2-3 millions • Mécanisme petits projets: 1-2 millions 	Le programme envisagera la possibilité de rendre plus transparente et plus prévisible l'administration des importations et des exportations (techniques douanières plus simples et nouvelles). Cette mesure pourrait porter sur les domaines clés des réformes douanières, c'est-à-dire l'évaluation du risque, la mise en place de systèmes de négociants agréés, la réduction des données et de la documentation requises, la présentation en une fois à un organisme unique, l'informatisation et la modernisation du code douanier.	Pakistan		Décision prévue en 2003 Période 2003-2005	L
AT pour le renforcement des capacités dans le domaine de la FE en tant que volet du programme d'appui au renforcement du commerce extérieur du Paraguay	Budget global estimatif: 8 400 000	Renforcement des capacités institutionnelles dans les domaines du commerce, de la facilitation des échanges, de la politique de la concurrence, des droits de propriété intellectuelle, de l'évaluation en douane.	Paraguay		2000-2006	L
Volet FE du programme d'assistance au commerce et à l'investissement	2 000 000	Le renforcement des capacités des principales institutions de l'administration associées au commerce, à l'investissement et aux finances améliorera leur capacité à concevoir et mettre en place un cadre réglementaire et des politiques propices aux affaires (notamment l'amélioration des formalités douanières). En particulier, 2 millions d'euros sont prévus pour l'AT liée au commerce et deux domaines pourraient être retenus: les mesures SPS et les douanes (facilitation des échanges et évaluation en douane).	Philippines		2002-2006	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Volet FE de la réforme juridique et administrative et de l'intégration régionale	Budget indicatif global: 31 000 000 (15 millions en 2002; 16 millions en 2003)	Poursuite des programmes concernant la propriété intellectuelle et les douanes portant sur le développement législatif, la mise en œuvre et la formation en vue de fournir une AT spécifique à la Russie dans le cadre du processus de son accession à l'OMC.	Russie		2002-2003	L
Volet FE du programme d'intégration régionale (0,675 million d'euros), de renforcement des capacités (1,55 million d'euros), de privatisation-transport	Budget global: 2,9 millions	Le programme visera à améliorer la compétitivité et à faciliter les échanges par le renforcement institutionnel des acteurs concernés et l'amélioration de l'efficacité du secteur du transport.	Suriname		2003-2008	L
Volet FE du programme consacré à la réforme fiscale, budgétaire et douanière	Budget indicatif global: 8 000 000	Modernisation de la législation et de la réglementation relatives aux tarifs et pratiques douaniers. Adaptation de la structure des tarifs et de la réglementation douanière et assistance pour la réorganisation du Ministère des finances et de son personnel.	Syrie		2002-2004	L
Volet FE d'un mécanisme de petits projets UE-Thaïlande couvrant le commerce, l'investissement et les domaines connexes en vue d'une coopération durable	Budget indicatif global: 5 000 000	Propositions d'AT et de renforcement des capacités dans les domaines découlant du Programme de Doha pour le développement de l'OMC et mise en œuvre du programme de travail correspondant, notamment la facilitation des échanges, la concurrence, la passation des marchés publics et l'investissement.	Thaïlande		2003-2007	L
Volet FE du programme d'intégration régionale, d'appui macro-économique et de réforme économique	Budget global: 4 millions	Le programme visera à élaborer des politiques commerciales tournées vers l'extérieur, harmoniser les politiques commerciales au sein de la région, renforcer les capacités de négociations commerciales et la compétitivité et faciliter les échanges par le renforcement institutionnel des acteurs concernés et l'amélioration de l'efficacité du secteur des transports.	Ouganda		2003-2008	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Volet FE du programme de gestion des frontières	Budget indicatif global: 22 000 000 (15 millions en 2002; 7 millions en 2003)	Les programmes de formation pour les gardes frontière, les douanes et d'autres organismes compétents doteront leur personnel des compétences nécessaires pour s'acquitter de leurs fonctions conformément aux pratiques internationales. Conseils et appui pour l'élaboration et l'application de la législation ainsi que la modernisation des services des gardes frontière et des douanes.	Ukraine		2002-2003	L
Volet FE du programme de réforme économique (compétitivité et diversification)	Budget indicatif global: 5 400 000	AT liée au commerce/renforcement des capacités dans les domaines de l'administration douanière et de l'évaluation en douane, des formalités de transit à l'exportation et à l'importation, de l'accès aux marchés, etc.	Uruguay		2002-2006	L
Volet FE du programme de coopération économique	Aucune précision disponible pour l'instant.	La CE accordera au Venezuela un appui pour le renforcement des capacités dans les principaux domaines convenus à Doha, notamment la facilitation des échanges, le commerce et la concurrence, etc. Elle l'aidera aussi dans ses efforts visant à consolider sa capacité à participer aux négociations. La CE s'intéresse à certaines de ces questions au niveau régional.	Venezuela			L
Volet FE du programme relatif à l'administration publique, la réforme institutionnelle et la bonne gouvernance, en vue de faciliter l'intégration du Viet Nam dans l'économie internationale	Budget global estimatif: 30 000 000	L'AT liée au commerce portera éventuellement sur la réforme douanière.	Viet Nam		2002-2004	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Volet FE du programme d'appui à l'accession du Yémen à l'OMC	7 000 000	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique et administrative au bureau de coordination et de la communication-OMC. Élaboration d'une politique de stratégie commerciale à moyen et long termes pour le Yémen, y compris les aspects liés à la promotion des exportations. Appui institutionnel et réformes, notamment évaluation en douane et réforme des formalités douanières. 	Yémen		2002-2004	L
Volet FE du programme de réforme douanière et fiscale	Budget indicatif global: 21 500 000-27 500 000	Promotion des droits harmonisés et de la législation douanière et des pratiques de travail modernes.	République fédérale de Yougoslavie		2002-2004	L
Informatisation des données douanières et commerciales	6 200 000	Installation dans tous les États membres du COMESA qui le désirent de systèmes informatisés de statistiques douanières et commerciales. Projet exécuté par la CNUCED (Asycuda), CESD communautaire (Eurotrace) et avec l'assistance technique au niveau du siège du COMESA pour la mise en place d'un centre informatique régional.	Zambie		1998/99	
Volet FE du projet de renforcement des capacités liées à la politique commerciale du Zimbabwe	Budget global: 30 millions	Le programme visera à améliorer les moyens de mise en œuvre des accords internationaux et renforcer les capacités des parties prenantes étatiques et non étatiques.	Zimbabwe		2003-2008	L

PAR RÉGION						
Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Volets FE du programme régional du secteur commercial des Caraïbes	11 200 000	La Commission européenne aidera les pays ACP des Caraïbes à améliorer les relations commerciales intrarégionales et approfondir l'intégration régionale, y compris par la suppression des obstacles non tarifaires, le renforcement des capacités et l'application des politiques relatives au commerce et aux domaines liés au commerce (la législation douanière, par exemple) et l'appui aux mesures de facilitation des échanges commerciaux.	ACP – Pays ACP des Caraïbes (Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyane, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago)		1997/98 -	L
Volets FE prévus dans le programme indicatif régional (en préparation) pour appuyer l'intensification de l'intégration de la région des Caraïbes, en tirant parti de précédents programmes et projets nationaux et régionaux (EN PRÉPARATION)	Budget indicatif global pour appuyer l'intensification de l'intégration: 40- 45 000 000	La Commission européenne aidera les pays ACP des Caraïbes à améliorer les relations commerciales intrarégionales et approfondir l'intégration régionale, y compris par la suppression des obstacles non tarifaires, le renforcement des capacités et l'application des politiques relatives au commerce et aux domaines liés au commerce (la législation douanière, par exemple) et l'appui aux mesures de facilitation des échanges commerciaux.	ACP – Pays ACP des Caraïbes		2003-2008	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Programme d'intégration régionale et de soutien au commerce (EN PRÉPARATION)	Environ 17 millions	<p>Une part importante de ce montant sera consacrée aux activités de facilitation des échanges, visant à améliorer les formalités et les systèmes douaniers, moderniser les bureaux des douanes, appuyer la mise en place d'une union douanière, etc.</p> <p>Une partie du budget global sera aussi consacrée au secteur des transports et des communications, un volet FE étant aussi prévu dans une étude du secteur des transports pour la CEMAC (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) sur l'application des réglementations et la stratégie du transport et de la communication.</p>	Afrique centrale		2003-2008	L
Volet FE d'un programme régional d'appui à l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine)	Budget global: 65 millions	Le projet comprend l'appui à la création d'une union douanière.	Afrique de l'Ouest (UEMOA)		1998-2003	
Programme d'intégration régionale et de soutien au commerce (EN PRÉPARATION)	Budget global: Environ 200 millions	<ul style="list-style-type: none"> 82 millions affectés au secteur des transports, en particulier les questions de facilitation des échanges (postes frontière et harmonisation des formalités de transport et des formalités douanières). Ce montant vient s'ajouter au programme d'appui à l'intégration régionale de 118 millions, qui doit aussi comporter un volet FE (création d'une union douanière et approfondissement d'un marché commun). 	Afrique de l'Ouest (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest – CEDEAO)		2003-2008	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Programme d'intégration régionale et de soutien au commerce (EN PRÉPARATION)	Budget global: 9 millions 1 585 000 euros sur ce budget sont consacrés à des projets de FE spécifiques.	Les activités de facilitation des échanges viseront en particulier à améliorer les formalités et les systèmes douaniers, les dispositions de quarantaine et la définition des normes et la conformité aux normes. Les projets spécifiques de FE comprennent les ateliers régionaux de la FE, diverses études, notamment sur la quarantaine et la conformité aux normes et l'appui administratif pour la mise en œuvre de la FE.	ACP-Pacifique: Palaos, Nauru, Nioué, Tonga, Fidji, Samoa, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Vanuatu, Kiribati, îles Cook et Tuvalu		2003-2008	L
Volet FE du programme de modernisation des douanes	3 750 000	Installation d'un système informatisé pour les données douanières (ASYCUDA).	ACP-Pacifique		Commencé en 2000	L
Programme d'intégration régionale et de soutien au commerce (EN PRÉPARATION)	Budget global: 20-30 millions	Harmonisation de réglementations et de formalités douanières.	ACP-Afrique australe et de l'Est		2003-2008	L
Programme d'intégration régionale et de soutien au commerce (EN PRÉPARATION)	Environ 5 millions	Appui à une gestion intégrée des douanes.	ACP-Afrique australe et de l'Est		2003-2008	L
Volet FE d'un projet d'informatisation des données douanières et commerciales	6 700 000	Le projet s'inscrit dans le cadre de l'assistance du FED et cible la FE au sein du COMESA. Évaluation réussie en 1997, début de la phase II du projet en 1998. Les activités du projet en 1998 comprennent la poursuite des travaux d'harmonisation et de simplification des formalités douanières.	Marché commun de l'Afrique de l'Est et australe (COMESA)		1997/98 -	L
Volet FE d'un projet d'intégration régionale et de renforcement des capacités	15 615 000		SADC		1997/98 -	
Renforcement des capacités pour les négociations de l'OMC	Budget global: 10 000 000	Comprend des études diagnostiques, l'IEC et des cours de formation avec des volets FE	Tous les pays ACP		2002-2004	

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Renforcement des capacités pour les négociations des accords de partenariat économique	Budget global: 20 000 000	Comprend des études diagnostiques, l'IEC et des cours de formation avec des volets FE.	Tous les pays ACP		2002-2004	
Volet FE d'un programme intra-ACP d'assistance liée au commerce et de renforcement des capacités (EN PRÉPARATION)	Budget global: 50 000 000	Comprend des études diagnostiques, l'IEC et des cours de formation ayant des volets FE et des programmes pilotes ayant des volets FE.	Tous les pays ACP		2003-2008	
Éventuel volet FE du programme de création du marché commun andin	Budget global: 18 000 000 pour 34 projets	Financement de l'UE concentré sur la promotion de l'union douanière, l'énergie, l'intégration économique et commerciale et les droits de l'homme.	Communauté andine de nations		1991-1996	L
Éventuel volet FE d'un programme d'AT liée au commerce	500 000-700 000	L'étude sur les négociations économiques et commerciales entre l'UE et la Communauté andine de nations a commencé en janvier 2002. Ses conclusions révéleront les domaines où l'appui de l'UE est nécessaire pour la création d'un marché commun andin.	Communauté andine de nations		2002-2006	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Séminaire ASEM sur les questions de facilitation des échanges à l'OMC	35 000	<p>Organisé conjointement par la Malaisie et la Commission européenne</p> <ul style="list-style-type: none"> échange d'information sur le programme de travail actuel de l'OMC sur la facilitation des échanges et les perspectives futures; examen de la manière d'aborder la mise en œuvre renforcée du Plan d'action pour la facilitation des échanges de l'ASEM fondé sur les propositions d'actions convenues pour 2000-2002; échange de données d'expérience et des avantages en matière de simplification des procédures de facilitation des échanges entre les partenaires de l'ASEM; et examen des mesures de renforcement des capacités dans le domaine de la facilitation des échanges dans les pays en développement. 	<p>ASEM</p> <p>135 participants: 85 de Malaisie et le reste d'autres pays membres de l'ASEM, des secteurs public et privé.</p>	Kuala Lumpur, Malaisie	28 et 29 juin 2001	C
Volet FE du projet de soutien à la mise en place de l'Union douanière d'Amérique centrale	<p>Budget indicatif global: 10 400 000</p> <p>(8 000 000 fournis par la Commission)</p>	<p>Appui financier pour la mise en place de l'Union douanière d'Amérique centrale.</p> <p>Au cours de la phase initiale (2002/03-2004) l'appui financier portera essentiellement sur l'achèvement de l'élaboration du tarif extérieur commun et la mise en place de l'union douanière.</p> <p>La seconde moitié du projet sera axée sur l'établissement de politiques communes nécessaires au fonctionnement de l'union douanière: la politique commerciale commune, la politique de la concurrence, etc. Le projet s'intéressera aussi en particulier à la coopération douanière au titre de laquelle la FE jouera un rôle de premier plan.</p>	<p>Amérique centrale</p> <p>(Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama)</p>		<p>2001-2006</p> <p>Durée du projet: 42 mois</p>	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Volet FE du programme des douanes	Montant indicatif: 13 000 000	Appui à la mise en œuvre d'accords de partenariat et de coopération et d'accords de commerce et de coopération visant à améliorer la gestion des services douaniers et des frontières. Le projet comprendra l'élaboration de plans d'activités à moyen terme et de plans d'action annuels pour les services douaniers, en vue d'assurer la réforme complète et la modernisation de chacun des services pour les mettre aux normes acceptées au plan international, mesure qui pourrait être appuyée par d'autres prestations d'AT.	Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan)		2002-2004	L
Volet FE du programme de renforcement du marché intérieur EuroMed	Budget global: 6 000 000	Zone de libre-échange euroméditerranéenne: le programme fournira un cadre pour l'échange d'information, des activités de formation adaptées aux besoins et l'AT. Au nombre des domaines prioritaires figurent notamment les douanes, la fiscalité et la libre circulation des marchandises.	Pays méditerranéens		2002-2004	L
Atelier du marché euroméditerranéen sur les douanes, la fiscalité et les règles d'origine, organisé par le Centre européen des régions, avec le concours financier du Programme MEDA de la Commission de l'UE		Séances plénières et sessions de groupes de travail	Pays méditerranéens	Bruxelles	28-30 octobre 2002	C
Volet FE du Plan d'action de la facilitation des échanges UE-MERCOSUR	100 000	Interventions dans les domaines des mesures sanitaires et phytosanitaires, des normes, des réglementations techniques et de l'évaluation de la conformité, des douanes et du commerce électronique. Propositions de projets spécifiques en préparation.	MERCOSUR		2003	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros (€)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Volet FE du projet de coopération UE-MERCOSUR sur les questions douanières	5 300 000	Contribution à la consolidation de l'intégration douanière du MERCOSUR et le développement du commerce entre les pays du MERCOSUR et l'UE. Les activités porteront sur l'harmonisation juridique de la législation douanière du MERCOSUR, la facilitation du dédouanement et la lutte contre la fraude.	MERCOSUR		(Commencé en mai 2002) 2002-2006	L Amélioration du cadre réglementaire pour le transit dans les pays du MERCOSUR
Cours de formation, FE	400 000	Cours de formation d'une durée de quatre semaines sur le Programme de Doha pour le développement à l'intention des négociateurs et des administrateurs d'un certain nombre de pays en développement. Les cours comprendront un module sur la FE.	Certains pays en développement		Prévu en 2003 Durée: quatre semaines	C

Prêts accordés par la Banque européenne d'investissement dans le secteur des transports et des infrastructures

Banque européenne d'investissement			
Prêts	Coût/contribution financière en euros (€)	Pays bénéficiaire	Date de signature
Achèvement de trois tronçons de l'autoroute est-ouest, au sud-ouest et sud-est d'Alger	140 000 000	Algérie	28/06/2000 et 12/11/2000
Construction d'un tronçon de l'autoroute est-ouest entre Bouira et El Adjiba	70 000 000	Algérie	24/07/2002
Amélioration du réseau routier du Grand Alger	50 000 000	Algérie	24/07/2002
Remise en état et reconstruction d'infrastructures endommagées par les inondations du 10 novembre 2001 dans la ville d'Alger et la Wilaya de Chlef à l'ouest d'Alger	45 000 000	Algérie	24/07/2002
Couloirs de transport routier régional	45 000 000	Argentine	28/03/1996
Remise en état des chemins de fer camerounais (CAPITAL RISQUE)	12 000 000	Cameroun	08/03/2002
Construction et équipement d'un nouveau centre de contrôle du trafic aérien à Sal	20 000 000	Cap-Vert	16/09/2002
Développement du réseau routier de Guangxi Construction d'une autoroute à péage et d'autres routes supplémentaires entre Nanning et la frontière vietnamienne	56 167 153	Chine	18/12/2001
Navigation aérienne Étude de faisabilité sur un système commun de contrôle aérien pour les vols internationaux dans l'espace aérien d'Afrique de l'est et sur la création d'une agence de contrôle aérien (CAPITAL RISQUE)	292 000	Régional – Afrique de l'Est – Pays de l'ACP + PTOM	29/11/2001
Autoroute côtière du nord	5 000 000	Égypte	10/03/1998
Gaza/Cisjordanie – Remise en état de routes de l'ouest	20 000 000	Gaza/Cisjordanie	25/10/1998

Prêts	Coût/contribution financière en euros (€)	Pays bénéficiaire	Date de signature
Agrandissement du terminal de transbordement à conteneurs du port de Kingston (CAPITAL RISQUE)	12 000 000	Jamaïque	08/08/2000
Agrandissement des infrastructures portuaires de Tripoli	45 000 000	Liban	13/06/2002
Modernisation des ports marocains	32 000 000	Maroc	10/12/1999
Construction et amélioration de routes rurales des provinces du nord	53 000 000	Maroc	27/07/2000
Construction de deux autoroutes entre Sidi El Yamani et Tanger et entre Casablanca et El Jadida, dans le nord du Maroc	100 000 000	Maroc	31/05/2001
Autoroute panaméricaine	27 000 000	Pérou	14/07/1995
Projet de l'aéroport de Davao	25 000 000	Philippines	10/03/1995
Deuxième projet aéroportuaire des Philippines	25 000 000	Philippines	24/09/1997
Modernisation de l'aéroport international de Kigali (CAPITAL RISQUE)	11 000 000	Rwanda	08/06/2000
Autoroute à péage N3	45 000 000	Afrique du Sud	18/10/1999
Autoroute à péage N4 Platinum: Modernisation et remise en état technique de l'autoroute N1 reliant Pretoria et Warmbaths au nord et N4 reliant Pretoria à la frontière du Botswana à l'ouest	50 000 000	Afrique du Sud	24/08/2001
Construction d'un complexe de contrôle du trafic aérien au deuxième aéroport international de Bangkok	26 373 000	Thaïlande	05/12/2000

Prêts	Coût/contribution financière en euros (€)	Pays bénéficiaire	Date de signature
Mise à niveau et développement du réseau routier autour du Lac de Bizerte au nord de Tunis	30 000 000	Tunisie	25/04/2001
Construction d'une autoroute à péage M'saken-Sfax	120 000 000	Tunisie	07/10/2002

Projets d'assistance technique fournie par la Finlande (les douanes finlandaises) dans le domaine de la facilitation des échanges⁸

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Facilitation du trafic transfrontières	600 000	Facilitation des échanges/trafic entre la Finlande et l'UE et la Russie, par l'amélioration des services douaniers russes (notamment l'administration douanière du Nord-ouest) et des points de franchissement spécifiques de la frontière. Comprend également des activités d'application des réglementations, les enquêtes sur les délits douaniers. Formation, assistance technique, formation en TI, y compris l'analyse du risque.	Russie	Administration douanière du Nord-ouest, y compris Kaliningrad. Mesures approuvées également par le Comité national des douanes.	1993-2000 2000-2003	C (L)
Participation à la facilitation des échanges dans le cadre des projets douaniers Tacis par l'intermédiaire d'Eurodouanes	300 000	La Commission européenne/Eurodouanes permettra à certains pays du programme Tacis, avec l'aide des États Membres de l'UE, d'améliorer les formalités et les contrôles douaniers ainsi que la législation douanière pour satisfaire aux normes européennes/internationales. Attention particulière à la facilitation des formalités à la frontière.	Russie, Ouzbékistan, Mongolie		1997-2002	C
Projets Tacis de jumelage	100 000		Russie	Sept postes frontières	1997-2001	C (L)
Groupe de travail II des obstacles au commerce dans la Région euro-arctique de la mer de Barents	250 000	Projets de coopération entre les douanes et le secteur privé sur la simplification des formalités à la frontière (en coopération avec la Suède et la Norvège).	Région euro-arctique de la mer de Barents		1999-2003	C

⁸ Projets et participation dans le cadre des programmes Tacis/Phare/Eurodouanes et Douanes 2003 également mentionnés; y compris aussi quelques pays candidats.

Projets d'assistance technique fournie par la Suède dans le domaine de la facilitation des échanges

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en SEK	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Étude sur les questions douanières dans une perspective africaine	37 000	Étude sur les questions douanières dans une perspective africaine. Elle vise à déterminer les besoins de soutien du marché africain et à établir les initiatives prises jusqu'à présent.	Afrique (en général)		2002	C
Projet de formation de formateurs pour les agents des douanes africaines	268 250	Projet de formation de formateurs pour les agents des douanes africaines, appuyé par le Conseil de coopération douanière nordique. Les contributions de la Suède au projet sont coordonnées par ses douanes.	Afrique (en général)		2002	C
Programme de coopération bilatérale sur la facilitation des échanges		Programme de coopération bilatérale (le couloir vert) sur la facilitation des échanges, axé sur les sociétés suédoises qui ont un certificat de qualité conformément au principe suédois Stairway (un programme de facilitation douanière fondé sur l'assurance de la qualité, la gestion du risque et la technologie la plus moderne).	Russie			
Volet FE des programmes du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement	16 millions	Contributions au Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement (FGASPDD), qui soutient la facilitation des échanges. Le Fonds est appuyé par l'Agence suédoise de développement international et le Ministère suédois des affaires étrangères.			2002-2003	L
Volet FE des programmes du CCI	10 millions	Appui au Centre du commerce international (CCI), qui soutient la facilitation des échanges dans le cadre de ses divers programmes. Période couverte: année 2002. Coût: 10 milliards de SEK.			2002	L

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en SEK	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Facilitation des procédures commerciales en vigueur, élaboration d'un système sans papier pour l'échange d'information entre les autorités douanières		Programme de facilitation des procédures commerciales en vigueur, élaboration d'un système sans papier pour l'échange d'information entre les autorités douanières. Programme réalisé au titre de la coopération de l'ASEM.	Thaïlande			
Facilitation des procédures commerciales en vigueur, élaboration d'un système sans papier pour l'échange d'information entre les autorités douanières		Programme de facilitation des procédures commerciales en vigueur, élaboration d'un système sans papier pour l'échange d'information entre les autorités douanières. Programme réalisé au titre de la coopération de l'ASEM.	Viet Nam			

Assistance technique mise à disposition par la France⁹
Facilitation du commerce (FC)

Assistance technique	Coût	Domaines	Pays	IV. LIEU GÉOGRAPHIQUE V= France M= Pays	Dates	Court terme (C) Long terme(L)
Participation aux programmes de l'OMD		Facilitation des échanges et mise en place des régimes tarifaires	Algérie	1 M 1 V 1 M 1 V	2001 2001 2002 2002	C C C C
Modernisation des douanes(fc)	47 310 F (MINEFI)	Valeur en douane	Argentine	1 M	2001	C
Participation aux programmes de l'OMD	OMD FMI	Facilitation des échanges	Bénin	1 V 1 M	2001 2002	C C
Modernisation des douanes	42 896 F (MINEFI)	Valeur en douane	Brésil	1 M	2001	C
Formation		Facilitation des échanges	Burkina Faso	1 M 1 V 1 M	2001 2001 2002	C C C
Modernisation des douanes MINEFI	2 875 €	Contrefaçons	Cambodge	1 M	2002	C
Programme FMI MINEFI	2 615 €	Facilitation des échanges et contrefaçons	Chili	1 M 1 M	2001 2002	C C
Formation		Commerce électronique	Cote D'Ivoire	1 M	2001	C
Modernisation des douanes(fc)	18 842 F (MINEFI) 2 362 €(MINEFI)	Contrefaçons et facilitation des échanges	Costa Rica	1 M 1 M	2001 2002	C C
Modernisation des douanes(fc)	85 066 F (MINEFI)	Valeur en douane et commerce électronique	Cuba	1M 1 V 1 M	2001 2001 2002	C C C
Modernisation des douanes	MAE	Valeur en douane	Guinée	1 M	2002	C

⁹ En français seulement.

Assistance technique	Coût	Domaines	Pays	IV. LIEU GÉOGRAPHIQUE V= France M= Pays	Dates	Court terme (C) Long terme(L)
Modernisation des douanes	3 358 €(MINEFI)	Valeur en douane	Haïti	1 M	2002	C
Modernisation des douanes	OMD	Valeur en douane	Iran	1 M	2002	C
Modernisation des douanes(fc)	47 100 F (MINEFI)	Valeur en douane	Liban	1 M	2001	C
Modernisation des douanes(fc)	13 700 F (MINEFI) 7 461 €(MINEFI)	Facilitation des échanges, valeur, origine et contrefaçons	Maroc	1 V 1M 2V	2001 2002 2002	C C C
Modernisation des douanes	2 483 €(MINEFI)	Origine	Mexique	1 M	2002	C
Modernisation des douanes(fc)	20 938 F (ADETEF)	Valeur en douane	Moldavie	1 M	2001	C
Modernisation des douanes(fc)	3 365 €(ADETEF)	Valeur en douane	Paraguay	1M	2002	C
Modernisation des douanes(fc)	Commission	Facilitation des échanges	Pérou	2 M	2002	C
Modernisation des douanes(fc)	69 200 F (MINEFI)	Facilitation des échanges et valeur en douane	Rép. dominicaine	1 M 1 V	2001 2001	C
Modernisation des douanes	OMD	Facilitation des échanges	Rép fédérale de Yougoslavie	1 V	2002	C
Modernisation des douanes		Contrefaçons	Taiwan	1 M	2002	C
Modernisation des douanes(fc)	27 750 F (MINEFI) 6 747 €(MINEFI)	Valeur en douane et contrefaçons Origine et contrefaçons	Tunisie	1 M 1 V 2 M 1 V	2001 2001 2002 2002	C C C C
• Renforcement institutionnel Programme euro douane MINEFI	31 246 F (MINEFI) 1 819 €(MINEFI)	Facilitation des échanges et règles d'origine	Turquie	6 M 1 V 1 M	2001 2001 2002	C C C

Assistance technique	Coût	Domaines	Pays	IV. LIEU GÉOGRAPHIQUE V= France M= Pays	Dates	Court terme (C) Long terme(L)
Modernisation des douanes(fc)		Contrefaçons	Ukraine	1 M	2001	C
Modernisation des douanes	2 615 €(MINEFI)	Valeur en douane	Uruguay	1 M	2002	C
Modernisation des douanes(fc)	57 986 F (MINEFI) 9 097 €(MINEFI)	contrefaçon	Vietnam	1 M 1 M	2001 2002	C C

Projets d'assistance technique fournie par la Grèce dans le domaine de la facilitation des échanges

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Politique commerciale et gestion administrative	20 000	Facilitation des échanges	Albanie		2000	C
Éventuel volet FE dans le cadre de la promotion des exportations	50 000	Formation des chefs d'entreprise dans le domaine des procédures relatives au commerce extérieur	Arménie		2000	C
Éventuel volet FE dans le cadre de la promotion des exportations	40 000	Formation des chefs d'entreprise dans le domaine des procédures relatives au commerce extérieur	Arménie		2000	C
Politique commerciale et gestion administrative	20 000	Facilitation des échanges	Bosnie-Herzégovine		2000	C
Politique commerciale et gestion administrative	20 000	Facilitation des échanges	Croatie		2000	C
Volet FE des procédures de promotion des exportations	10 000	Formation des chefs d'entreprise dans le domaines des technologies de l'information	Égypte		2000	C
Politique commerciale et gestion administrative	20 000	Facilitation des échanges	Ex-République yougoslave de Macédoine		2000	C
Éventuel volet FE dans le cadre de la promotion des exportations	30 000	Formation des chefs d'entreprise dans le domaine des procédures relatives au commerce extérieur	Jordanie		2000	C
Éventuel volet FE dans le cadre de la promotion des exportations	50 000	Formation des chefs d'entreprise dans le domaine des procédures relatives au commerce extérieur	Kazakhstan		2000	C

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Politique commerciale et gestion administrative	20 000	Facilitation des échanges	Moldova		2000	C
Éventuel volet FE dans le cadre de la promotion des exportations	50 000	Formation des chefs d'entreprise dans le domaine des procédures relatives au commerce extérieur	Moldova		2000	C
Éventuel volet FE dans le cadre de la promotion des exportations	40 000	Formation des chefs d'entreprise dans le domaine des procédures relatives au commerce extérieur	Moldova		2000	C
Éventuel volet FE du développement des PME	40 000	Introduction à la logistique, à l'administration du marché et à l'administration des transports	Tunisie		2000	C
Politique commerciale et gestion administrative	20 000	Facilitation des échanges	Turquie		2000	C
Éventuel volet FE dans le cadre de la promotion des exportations	70 000	Étude et séminaires sur le commerce électronique pour les chefs d'entreprise	Turquie		2001	C
Éventuel volet FE dans le cadre de la promotion des exportations	60 000	Formation des chefs d'entreprise dans le domaine des procédures relatives au commerce extérieur	Ouzbékistan		2000	C
Éventuel volet FE dans le cadre de la promotion des exportations	50 000	Formation des chefs d'entreprise dans le domaine des procédures relatives au commerce extérieur	Ouzbékistan		2000	C
Éventuel volet FE dans le cadre de la promotion des exportations	50 000	Formation des chefs d'entreprise dans le domaine des procédures relatives au commerce extérieur	Ouzbékistan		2000	C

Projets d'assistance technique fournie par l'Espagne dans le domaine de la facilitation des échanges

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en euros	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Volet FE du "Projet Granadua"		Fourniture d'une AT pour: la lutte contre la fraude; les techniques et pratiques de contrôle "a posteriori"; les outils informatiques appliqués aux opérations douanières; les laboratoires des douanes; le système d'harmonisation Participation de 9 experts espagnols	Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela		2002 à juin 2003 environ	L
		2 experts espagnols ont participé au projet	Costa Rica		1 ^{er} -8 septembre	C
Plans de modernisation de l'aéroport de La Havane		1 expert espagnol a participé au projet	Cuba		27 mai – 1 ^{er} juin 2002	C
Analyse des risques		2 experts espagnols ont participé au projet	Nicaragua		1 ^{er} – 8 septembre 2002	C
Modernisation des douanes		2 experts espagnols ont participé au projet	Nicaragua (Managua)		4 semaines entre octobre et novembre 2001	C
Projet d'intégration régionale dans le domaine des douanes en Amérique centrale		1 expert espagnol a participé au projet	Nicaragua, Guatemala, El Salvador		9 juillet – 9 août 2001	C

Projets d'assistance technique fournie par le Royaume-Uni dans le domaine de la facilitation des échanges

Assistance technique fournie	Coût/contribution financière en livres sterling (£)	Sujets couverts	Pays bénéficiaire/ Participants	Lieu	Dates	Assistance à court terme (C)/projets d'aide au développement à plus long terme (L)
Formation de formateurs - ASYCUDA	Sans frais		Macédoine		30 novembre – 7 décembre 2002	C
Classification tarifaire	1 000 683 610		Divers pays		18-21 février 2002 4-6 mars 2002 15-18 avril 2002	C
Cours sur la TVA	18 498,40		Divers pays		20 mai – 14 juin 2002	C
Régime douanier			Géorgie		À déterminer	
Mise en œuvre du système ASYCUDA	n.d.		Moldova		16-20 décembre 2002	C
Réforme des douanes du Nigeria	Coût estimé: 4 000		Nigeria		À déterminer	
Organisation des douanes	À déterminer		Ukraine		À déterminer	
Évaluation en douane dans le cadre de l'OMC			Kenya		23-27 septembre 2002	C
Modernisation de l'administration douanière et fiscale			Ouganda		n.d.	
Éthique et code de conduite à l'intention des fonctionnaires	n.d.		Divers pays		19 novembre 2002	C
Accords commerciaux et bilatéraux	n.d.		Chine/RU		1 ^{er} -2 juillet 2002	C
Visite à New King's Beam House et à l'aéroport d'Heathrow	n.d.		Dubai		21 et 24 juin 2002	C
Échange 2002 sur les douanes			Hongrie		10 juin 2002	C
Comptable général pour discuter d'Oracle	n.d.		Malaisie		Septembre 2002	
Entrepôt fiscal			Russie		Fin mai 2002	